



## ***RAPPORT INTERMÉDIAIRE***

Période de 12 semaines terminée le 12 mars 2011

**2<sup>e</sup> trimestre 2011**

### ***FAITS SAILLANTS***

- Bénéfice net dilué par action de 0,80 \$, en hausse de 8,1 %
- Bénéfice net de 83,3 millions \$, en hausse de 3,7 %
- Chiffre d'affaires de 2 565,7 millions \$, en baisse de 0,4 %
- Chiffre d'affaires des magasins comparables, en hausse de 0,2 %
- Dividende par action déclaré de 0,1925 \$, en hausse de 13,2 %

**MESSAGE AUX ACTIONNAIRES**

Chers actionnaires,

J'ai le plaisir de vous présenter notre rapport intermédiaire pour notre deuxième trimestre de l'exercice 2011 qui s'est terminé le 12 mars 2011.

Notre chiffre d'affaires du deuxième trimestre de 2011 a atteint 2 565,7 millions \$ comparativement à 2 576,7 millions \$ l'an dernier, en baisse de 0,4 %. Le chiffre d'affaires des magasins comparables a augmenté de 0,2 % par rapport à l'an dernier. Notre chiffre d'affaires a continué d'être affecté par la déflation d'environ 1 % des prix des aliments causée principalement par une concurrence accrue, ainsi que par la baisse des prix des médicaments suite à l'expiration de brevets importants et à la nouvelle tarification des médicaments génériques au Québec et en Ontario.

Nous avons réalisé, au deuxième trimestre de l'exercice 2011, un bénéfice net de 83,3 millions \$, soit une augmentation de 3,7 % par rapport à 80,3 millions \$ enregistré au trimestre correspondant de 2010, et un bénéfice net dilué par action de 0,80 \$, en hausse de 8,1 % par rapport à celui de l'an passé.

Notre situation financière à la fin du deuxième trimestre de l'exercice 2011 était très saine. Nous avons une facilité de crédit rotative autorisée non utilisée de 400,0 millions \$. Notre ratio d'endettement (dette à long terme/capital total) était de 28,8 %.

Le conseil d'administration a déclaré, le 19 avril 2011, un dividende trimestriel de 0,1925 \$ par action, soit une hausse de 13,2 % par rapport au dividende déclaré l'an dernier.

Nous sommes satisfaits de la croissance de notre bénéfice net au deuxième trimestre, alors que notre chiffre d'affaires a continué d'être affecté par la déflation des prix des aliments et la baisse des prix des médicaments. Malgré l'environnement concurrentiel qui demeure difficile, nous sommes confiants de poursuivre<sup>(2)</sup> notre croissance grâce à nos programmes de mise en marché, de fidélisation et de contrôle de nos coûts.



Eric R. La Flèche  
Président et chef de la direction

Le 20 avril 2011

<sup>(1)</sup> Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

<sup>(2)</sup> Consulter la section « Informations prospectives »

## RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion qui suit porte sur la situation financière et les résultats consolidés de METRO INC. en date du 12 mars 2011. Il doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et les notes afférentes inclus dans le présent rapport intermédiaire ainsi qu'avec les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 25 septembre 2010, les notes et le rapport de gestion afférents présentés dans le rapport annuel 2010 de la Société. Le présent rapport tient compte des informations en date du 8 avril 2011 à moins d'indication contraire. Des renseignements complémentaires, incluant les lettres d'attestation pour la période intermédiaire terminée le 12 mars 2011 signées par le président et chef de la direction et le vice-président principal, chef de la direction financière et trésorier de la Société, sont également disponibles sur le site SEDAR à l'adresse suivante : [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

## RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Nous avons réalisé, au deuxième trimestre de l'exercice 2011, un bénéfice net de 83,3 millions \$ comparativement à 80,3 millions \$ au trimestre correspondant en 2010, soit une augmentation de 3,7 %, et un bénéfice net dilué par action de 0,80 \$ comparativement à 0,74 \$ l'an dernier, en hausse de 8,1 %.

### CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires du deuxième trimestre a atteint 2 565,7 millions \$ et 5 197,6 millions \$ pour les 24 premières semaines de l'exercice 2011, comparativement à 2 576,7 millions \$ et 5 221,7 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'an dernier, en baisse respectivement de 0,4 % et 0,5 %. Pour le deuxième trimestre de 2011, le chiffre d'affaires des magasins comparables a augmenté de 0,2 %. Au cours du deuxième trimestre et des 24 premières semaines de 2011, notre chiffre d'affaires a continué d'être affecté par la déflation d'environ 1 % des prix des aliments causée principalement par une concurrence accrue, ainsi que par la baisse des prix des médicaments suite à l'expiration de brevets importants et à la nouvelle tarification des médicaments génériques au Québec et en Ontario.

### BÉNÉFICE AVANT FRAIS FINANCIERS, IMPÔTS ET AMORTISSEMENT (BAIIA)<sup>(1)</sup>

Le BAIIA<sup>(1)</sup> du deuxième trimestre de 2011 a été de 171,7 millions \$ comparativement à 171,6 millions \$ pour le même trimestre de l'exercice précédent, soit une augmentation de 0,1 %. Le BAIIA<sup>(1)</sup> du deuxième trimestre représente un taux de 6,7 % du chiffre d'affaires, soit le même que l'an dernier.

Pour la période des 24 premières semaines de l'exercice 2011, le BAIIA<sup>(1)</sup> a été de 352,7 millions \$, soit 6,8 % du chiffre d'affaires, comparativement à 353,7 millions \$ pour la période correspondante de l'an passé ou 6,8 % du chiffre d'affaires. En excluant les charges de conversion de bannières de 0,9 million \$ avant impôts enregistrées au cours de la période de 24 semaines de l'exercice 2010, le pourcentage de BAIIA ajusté<sup>(1)</sup> sur le chiffre d'affaires demeure inchangé à 6,8 %.

Les pourcentages de nos marges brutes sur notre chiffre d'affaires du deuxième trimestre et des premières 24 semaines de 2011 ont augmenté par rapport à ceux des périodes correspondantes de 2010 avec des pourcentages respectifs de 18,6 % et 18,5 % pour les périodes de 2011 et de 18,3 % pour chacune des périodes de 2010.

Notre quote-part dans Alimentation Couche-Tard a été de 8,1 millions \$ au deuxième trimestre de 2011 et de 20,3 millions \$ au cours des 24 premières semaines de l'exercice 2011, comparativement à 6,5 millions \$ et 17,3 millions \$ pour les périodes correspondantes de 2010. En excluant notre quote-part dans Alimentation Couche-Tard et les charges de conversion de 2010, nos BAIIA ajustés<sup>(1)</sup> du deuxième trimestre et de la période des 24 premières semaines de l'exercice 2011 ont été respectivement de 163,6 millions \$ et 332,4 millions \$ ou 6,4 % des chiffres d'affaires, comparativement à 165,1 millions \$ ou 6,4 % du chiffre d'affaires pour le deuxième trimestre de 2010 et de 337,3 millions \$ ou 6,5 % du chiffre d'affaires pour les 24 premières semaines de l'exercice 2010.

<sup>(1)</sup> Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

<sup>(2)</sup> Consulter la section « Informations prospectives »

Ajustements au BAIIA<sup>(1)</sup>

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	12 semaines / Exercices financiers					
	2011			2010		
	BAIIA	Chiffre d'affaires	BAIIA/Chiffre d'affaires (%)	BAIIA	Chiffre d'affaires	BAIIA/Chiffre d'affaires (%)
BAIIA	171,7	2 565,7	6,7	171,6	2 576,7	6,7
Charges de conversion de bannières	—	—		—	—	
BAIIA ajusté	171,7	2 565,7	6,7	171,6	2 576,7	6,7
Quote-part dans Alimentation Couche-Tard	(8,1)	—		(6,5)	—	
BAIIA ajusté excluant la quote-part	163,6	2 565,7	6,4	165,1	2 576,7	6,4

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	24 semaines / Exercices financiers					
	2011			2010		
	BAIIA	Chiffre d'affaires	BAIIA/Chiffre d'affaires (%)	BAIIA	Chiffre d'affaires	BAIIA/Chiffre d'affaires (%)
BAIIA	352,7	5 197,6	6,8	353,7	5 221,7	6,8
Charges de conversion de bannières	—	—		0,9	—	
BAIIA ajusté	352,7	5 197,6	6,8	354,6	5 221,7	6,8
Quote-part dans Alimentation Couche-Tard	(20,3)	—		(17,3)	—	
BAIIA ajusté excluant la quote-part	332,4	5 197,6	6,4	337,3	5 221,7	6,5

**AMORTISSEMENT ET FRAIS FINANCIERS**

Les dépenses d'amortissement pour le deuxième trimestre et les 24 premières semaines de l'exercice 2011 ont été respectivement de 45,5 millions \$ et de 89,9 millions \$, comparativement à 47,0 millions \$ et 93,7 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'an passé. Les frais financiers ont été de 9,8 millions \$ au deuxième trimestre de 2011 et de 10,3 millions \$ au trimestre correspondant de l'an dernier. Pour les 24 premières semaines de l'exercice 2011, les frais financiers ont été de 19,9 millions \$, comparativement à 21,3 millions \$ pour la période correspondante de l'an dernier. Le taux de financement moyen a été de 4,2 % pour la période des 24 premières semaines de l'exercice 2011, comparativement à 3,9 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

**IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES**

Les charges d'impôts ont été de 33,1 millions \$ au deuxième trimestre de 2011 et de 67,6 millions \$ pour les 24 premières semaines de l'exercice 2011 avec des taux d'imposition respectifs de 28,4 % et de 27,8 %. Pour le deuxième trimestre et les 24 premières semaines de l'exercice 2010, les charges d'impôts ont été respectivement de 34,0 millions \$ et de 60,3 millions \$ avec des taux d'imposition respectifs de 29,7 % et de 25,3 %. Au cours du premier trimestre de 2010, nous avons bénéficié d'une réduction de 10,0 millions \$ de nos passifs d'impôts futurs et de notre charge d'impôts. En excluant cette réduction, le taux effectif pour la période des 24 premières semaines de l'exercice 2010 a été de 29,5 %.

<sup>(1)</sup> Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

<sup>(2)</sup> Consulter la section « Informations prospectives »

**BÉNÉFICE NET**

Le bénéfice net pour le deuxième trimestre de 2011 a été de 83,3 millions \$ comparativement à 80,3 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'an passé, soit une augmentation de 3,7 %. Le bénéfice net dilué par action a été de 0,80 \$ par rapport à 0,74 \$ l'an passé, en hausse de 8,1 %.

Le bénéfice net pour les 24 premières semaines de l'exercice 2011 a été de 175,3 millions \$ comparativement à 178,4 millions \$ l'an passé, soit une diminution de 1,7 %. Le bénéfice net dilué par action a été de 1,68 \$ comparativement à 1,65 \$ l'an passé, soit une hausse de 1,8 %. En excluant la réduction de charge d'impôts de 10,0 millions \$ et les charges de conversion de bannières de 0,9 million \$ avant impôts de 2010 enregistrées au premier trimestre de 2010, le bénéfice net ajusté<sup>(1)</sup> pour les 24 premières semaines de l'exercice 2010 a été de 169,0 millions \$, et le bénéfice net dilué par action ajusté<sup>(1)</sup> a été de 1,56 \$. Le bénéfice net et le bénéfice net dilué par action des 24 premières semaines de 2011 ont donc augmenté respectivement de 3,7 % et 7,7 % par rapport au bénéfice net ajusté<sup>(1)</sup> et au bénéfice net dilué par action ajusté<sup>(1)</sup> de l'an dernier.

Ajustements au bénéfice net

	12 semaines / Exercices financiers					
	2011		2010		Variation (%)	
	(en millions de dollars)	BPA dilué (en dollars)	(en millions de dollars)	BPA dilué (en dollars)	Bénéfice net	BPA dilué
Bénéfice net	<b>83,3</b>	<b>0,80</b>	80,3	0,74	3,7	8,1
Charges de conversion de bannières nettes d'impôts	—	—	—	—		
Diminution de la charge d'impôts	—	—	—	—		
<b>Bénéfice net ajusté<sup>(1)</sup></b>	<b>83,3</b>	<b>0,80</b>	80,3	0,74	3,7	8,1

	24 semaines / Exercices financiers					
	2011		2010		Variation (%)	
	(en millions de dollars)	BPA dilué (en dollars)	(en millions de dollars)	BPA dilué (en dollars)	Bénéfice net	BPA dilué
Bénéfice net	<b>175,3</b>	<b>1,68</b>	178,4	1,65	(1,7)	1,8
Charges de conversion de bannières nettes d'impôts	—	—	0,6	—		
Diminution de la charge d'impôts	—	—	(10,0)	(0,09)		
<b>Bénéfice net ajusté<sup>(1)</sup></b>	<b>175,3</b>	<b>1,68</b>	169,0	1,56	3,7	7,7

<sup>(1)</sup> Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

<sup>(2)</sup> Consulter la section « Informations prospectives »

**RÉSUMÉ DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS**

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2011	2010	2009	Variation (%)
<b>Chiffre d'affaires</b>				
1 <sup>er</sup> trim. <sup>(3)</sup>	<b>2 631,9</b>	2 645,0	—	(0,5)
2 <sup>e</sup> trim. <sup>(3)</sup>	<b>2 565,7</b>	2 576,7	—	(0,4)
3 <sup>e</sup> trim. <sup>(4)</sup>	—	3 561,3	3 513,3	1,4
4 <sup>e</sup> trim. <sup>(3)</sup>	—	2 559,9	2 532,5	1,1
<b>Bénéfice net</b>				
1 <sup>er</sup> trim. <sup>(3)</sup>	<b>92,0</b>	98,1	—	(6,2)
2 <sup>e</sup> trim. <sup>(3)</sup>	<b>83,3</b>	80,3	—	3,7
3 <sup>e</sup> trim. <sup>(4)</sup>	—	120,0	112,6	6,6
4 <sup>e</sup> trim. <sup>(3)</sup>	—	93,4	84,4	10,7
<b>Bénéfice net ajusté<sup>(1)</sup></b>				
1 <sup>er</sup> trim. <sup>(3)</sup>	<b>92,0</b>	88,7	—	3,7
2 <sup>e</sup> trim. <sup>(3)</sup>	<b>83,3</b>	80,3	—	3,7
3 <sup>e</sup> trim. <sup>(4)</sup>	—	120,0	111,8	7,3
4 <sup>e</sup> trim. <sup>(3)</sup>	—	93,4	85,9	8,7
<b>Bénéfice net dilué par action (en dollars)</b>				
1 <sup>er</sup> trim. <sup>(3)</sup>	<b>0,88</b>	0,91	—	(3,3)
2 <sup>e</sup> trim. <sup>(3)</sup>	<b>0,80</b>	0,74	—	8,1
3 <sup>e</sup> trim. <sup>(4)</sup>	—	1,12	1,01	10,9
4 <sup>e</sup> trim. <sup>(3)</sup>	—	0,88	0,77	14,3
<b>Bénéfice net dilué par action ajusté<sup>(1)</sup> (en dollars)</b>				
1 <sup>er</sup> trim. <sup>(3)</sup>	<b>0,88</b>	0,82	—	7,3
2 <sup>e</sup> trim. <sup>(3)</sup>	<b>0,80</b>	0,74	—	8,1
3 <sup>e</sup> trim. <sup>(4)</sup>	—	1,12	1,01	10,9
4 <sup>e</sup> trim. <sup>(3)</sup>	—	0,88	0,78	12,8

<sup>(3)</sup> 12 semaines

<sup>(4)</sup> 16 semaines

Les chiffres d'affaires des premier et deuxième trimestres de 2011 ont atteint respectivement 2 631,9 millions \$ et 2 565,7 millions \$, comparativement à 2 645,0 millions \$ et 2 576,7 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'an dernier, en baisse de 0,5 % et 0,4 %. Le chiffre d'affaires des magasins comparables a augmenté de 0,2 % entre le deuxième trimestre de 2011 et celui correspondant de 2010 et est demeuré égal à l'an dernier entre le premier trimestre de 2011 et celui de 2010. Nos chiffres d'affaires ont continué d'être affectés par la déflation d'environ 1 % des prix des aliments causée principalement par une concurrence accrue, ainsi que par la baisse des prix des médicaments suite à l'expiration de brevets importants et à la nouvelle tarification des médicaments génériques au Québec et en Ontario.

Les chiffres d'affaires des troisième et quatrième trimestres de 2010 ont augmenté respectivement de 1,4 % et de 1,1 % par rapport à ceux de 2009. Ces croissances ont été réalisées malgré une déflation persistante moyenne d'environ 1 % dans certaines catégories de produits en 2010, alors qu'en 2009 une importante inflation des prix des aliments ainsi que la fermeture temporaire de plusieurs magasins d'un compétiteur en conflit de travail avaient favorisé notre chiffre d'affaires des trimestres correspondants.

Le bénéfice net pour le deuxième trimestre de 2011 a été de 83,3 millions \$ comparativement à 80,3 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'an passé, soit une augmentation de 3,7 %. Le bénéfice net dilué par action a été de 0,80 \$ par rapport à 0,74 \$ l'an passé, en hausse de 8,1 %.

<sup>(1)</sup> Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

<sup>(2)</sup> Consulter la section « Informations prospectives »

Le bénéfice net pour le premier trimestre de 2011 a été de 92,0 millions \$ comparativement à 98,1 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'an passé, soit une diminution de 6,2 %. Le bénéfice net dilué par action a été de 0,88 \$ par rapport à 0,91 \$ l'an passé, en baisse de 3,3 %. Cependant, en excluant les charges de conversion de bannières de 0,9 million \$ avant impôts et la réduction de charge d'impôts de 10,0 millions \$ enregistrées au premier trimestre de 2010, notre bénéfice net et notre bénéfice net dilué par action du premier trimestre de 2011 ont augmenté respectivement de 3,7 % et de 7,3 %.

Le bénéfice net et le bénéfice net dilué par action du troisième trimestre de 2010 ont été en hausse de 6,6 % et de 10,9 % par rapport à ceux de 2009. En excluant les éléments non récurrents enregistrés au troisième trimestre de 2009, soit des charges de 2,9 millions \$ avant impôts pour soutenir la conversion des supermarchés en Ontario à la bannière Metro ainsi qu'une réduction de nos charges d'impôts de 2,7 millions \$, le bénéfice net et le bénéfice net dilué par action du troisième trimestre de 2010 ont augmenté de 7,3 % et de 10,9 % par rapport au bénéfice net ajusté<sup>(1)</sup> et au bénéfice net dilué par action ajusté<sup>(1)</sup> du troisième trimestre de 2009.

Le bénéfice net et le bénéfice net dilué par action du quatrième trimestre de 2010 ont été en hausse de 10,7 % et de 14,3 % par rapport à ceux de 2009. En excluant les charges de conversion des supermarchés en Ontario à la bannière Metro de 2,3 millions \$ avant impôts enregistrées au quatrième trimestre de 2009, le bénéfice net et le bénéfice net dilué par action du quatrième trimestre de 2010 ont augmenté de 8,7 % et de 12,8 % par rapport au bénéfice net ajusté<sup>(1)</sup> et au bénéfice net dilué par action ajusté<sup>(1)</sup> du quatrième trimestre de 2009.

	2011		2010				2009	
	T1	T2	T1	T2	T3	T4	T3	T4
<i>(en millions de dollars)</i>								
Bénéfice net	<b>92,0</b>	<b>83,3</b>	98,1	80,3	120,0	93,4	112,6	84,4
Charges de conversion de bannières nettes d'impôts	—	—	0,6	—	—	—	1,9	1,5
Diminution de la charge d'impôts	—	—	(10,0)	—	—	—	(2,7)	—
<b>Bénéfice net ajusté<sup>(1)</sup></b>	<b>92,0</b>	<b>83,3</b>	<b>88,7</b>	<b>80,3</b>	<b>120,0</b>	<b>93,4</b>	<b>111,8</b>	<b>85,9</b>

	2011		2010				2009	
	T1	T2	T1	T2	T3	T4	T3	T4
<i>(en dollars et par action)</i>								
Bénéfice net dilué	<b>0,88</b>	<b>0,80</b>	0,91	0,74	1,12	0,88	1,01	0,77
Charges de conversion de bannières nettes d'impôts	—	—	—	—	—	—	0,02	0,01
Diminution de la charge d'impôts	—	—	(0,09)	—	—	—	(0,02)	—
<b>Bénéfice net dilué ajusté<sup>(1)</sup></b>	<b>0,88</b>	<b>0,80</b>	<b>0,82</b>	<b>0,74</b>	<b>1,12</b>	<b>0,88</b>	<b>1,01</b>	<b>0,78</b>

<sup>(1)</sup> Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

<sup>(2)</sup> Consulter la section « Informations prospectives »

**SITUATION DE TRÉSORERIE****ACTIVITÉS D'EXPLOITATION**

Les activités d'exploitation ont généré des fonds de 163,9 millions \$ au deuxième trimestre de 2011 et de 188,6 millions \$ pour les 24 premières semaines de l'exercice 2011, comparativement à 168,6 millions \$ au trimestre correspondant de 2010 et à 178,1 millions \$ pour la période des 24 premières semaines de l'exercice 2010. Ces variations des flux générés s'expliquent principalement par les variations nettes des éléments hors caisse du fonds de roulement.

**ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT**

Les activités d'investissement ont nécessité des fonds de 43,4 millions \$ au deuxième trimestre de 2011 et de 86,6 millions \$ pour les 24 premières semaines de l'exercice 2011, comparativement à 46,0 millions \$ et 254,2 millions \$ pour les périodes correspondantes de 2010. L'utilisation accrue de fonds pour la période des 24 premières semaines de l'exercice 2010 par rapport à celle de 2011 s'explique par des acquisitions de magasins plus importantes en 2010.

Nous avons investi avec les détaillants 116,8 millions \$ au cours des 24 premières semaines de l'exercice 2011, pour une augmentation brute de 216 400 pieds carrés et une augmentation nette de 64 300 pieds carrés ou 0,3 % de notre réseau de détail. Nous avons procédé à l'ouverture de cinq nouveaux magasins ainsi qu'à des agrandissements et des rénovations majeures dans 12 magasins.

**ACTIVITÉS DE FINANCEMENT**

Les activités de financement ont nécessité des fonds de 49,7 millions \$ au deuxième trimestre de 2011 et de 127,1 millions \$ pour les 24 premières semaines de l'exercice 2011, comparativement à 50,7 millions \$ et 93,4 millions \$ pour les périodes correspondantes de 2010. Les principales variations des fonds utilisés pour les activités de financement entre les périodes de 2011 et celles de 2010 proviennent principalement de rachats d'actions plus élevés en 2011, soit pour 27,9 millions \$ au deuxième trimestre et 88,9 millions \$ au cours de la période des 24 premières semaines de l'exercice 2011, comparativement à 22,9 millions \$ et 55,9 millions \$ pour les périodes correspondantes de 2010.

**SITUATION FINANCIÈRE**

Nous n'anticipons<sup>(2)</sup> aucun risque de liquidité et nous considérons notre situation financière à la fin du deuxième trimestre de l'exercice 2011 comme étant très saine. Nous avons une facilité de crédit rotative autorisée non utilisée de 400,0 millions \$, et notre pourcentage de dette à long terme sur le total combiné de la dette à long terme et de l'avoir des actionnaires (dette à long terme/capital total) était de 28,8 %.

Les principaux éléments de dette à long terme à la fin du deuxième trimestre de 2011 se présentaient ainsi :

	Taux d'intérêt	Solde (en millions de dollars)	Échéance
Facilité de crédit A	Taux qui fluctuent selon les variations des taux des acceptations bancaires	369,3	15 août 2012
Billets de Série A	Taux fixe à 4,98 %	200,0	15 octobre 2015
Billets de Série B	Taux fixe à 5,97 %	400,0	15 octobre 2035

À la fin du deuxième trimestre, nous avons des contrats de change à terme afin de nous protéger des variations de taux de change sur nos achats futurs de biens et services en différentes devises. Ces contrats de change à terme avaient une échéance à court terme et leur juste valeur était non significative.

<sup>(1)</sup> Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

<sup>(2)</sup> Consulter la section « Informations prospectives »

Nos principaux ratios financiers se présentaient comme suit :

	Au 12 mars 2011	Au 25 septembre 2010
<b>Structure financière</b>		
Dette à long terme <i>(en millions de dollars)</i>	<b>1 011,7</b>	1 004,3
Avoir des actionnaires <i>(en millions de dollars)</i>	<b>2 497,1</b>	2 442,8
Dette à long terme/capital total (%)	<b>28,8</b>	29,1
	<b>Exercice 2011 (24 semaines)</b>	Exercice 2010 (24 semaines)
<b>Résultats</b>		
BAIIA <sup>(1)</sup> /Frais financiers <i>(fois)</i>	<b>17,7</b>	16,6

**CAPITAL-ACTIONS, OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS ET UNITÉS D' ACTIONS AU RENDEMENT**

	Au 12 mars 2011	Au 25 septembre 2010
Nombre d'actions subalternes catégorie A en circulation <i>(en milliers)</i>	<b>102 618</b>	104 438
Nombre d'actions catégorie B en circulation <i>(en milliers)</i>	<b>621</b>	631
<b>Options d'achat d'actions :</b>		
Nombre en circulation <i>(en milliers)</i>	<b>1 649</b>	1 777
Prix d'exercice <i>(en dollars)</i>	<b>20,20 à 44,19</b>	20,20 à 44,19
Prix d'exercice moyen pondéré <i>(en dollars)</i>	<b>32,78</b>	32,29
<b>Unités d'actions au rendement :</b>		
Nombre en circulation <i>(en milliers)</i>	<b>322</b>	309
Échéance moyenne pondérée <i>(en mois)</i>	<b>23</b>	16

**PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS**

Le programme de rachat d'actions permet à la Société de racheter, entre le 8 septembre 2010 et le 7 septembre 2011, jusqu'à concurrence de 6 000 000 de ses actions subalternes catégorie A. Entre le 8 septembre 2010 et le 8 avril 2011, la Société a racheté 2 299 300 actions subalternes catégorie A à un prix moyen de 43,91 \$ pour une considération totale de 101,0 millions \$. Avec ce programme de rachat d'actions, nous nous sommes dotés d'une option supplémentaire pour utiliser les liquidités excédentaires. Ainsi, nous pouvons décider, dans le meilleur intérêt des actionnaires, de rembourser la dette ou de racheter des actions de la Société.

**DIVIDENDES**

Le 19 avril 2011, le conseil d'administration de la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,1925 \$ par action à l'égard des actions subalternes catégorie A et des actions catégorie B, payable le 7 juin 2011, soit une hausse de 13,2 % par rapport au dividende déclaré au même trimestre de l'année précédente. Sur une base annualisée, ce dividende représente 20,3 % du bénéfice net de 2010.

**OPÉRATIONS BOURSIÈRES**

La valeur de l'action de METRO s'est maintenue dans une fourchette de 42,11 \$ à 47,47 \$ au cours des deux premiers trimestres de 2011. Durant cette période, le nombre d'actions négociées à la Bourse de Toronto s'est élevé à 37,7 millions. Le cours de clôture du vendredi 8 avril 2011 était de 46,03 \$ comparativement à 45,15 \$ à la fin de l'exercice 2010.

<sup>(1)</sup> Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

<sup>(2)</sup> Consulter la section « Informations prospectives »

## NOUVELLE CONVENTION COMPTABLE RÉCEMMENT PUBLIÉE

### Normes internationales d'information financière

Le 13 février 2008, le Conseil des normes comptables a confirmé la date de conversion des principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR) aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Ainsi, les entreprises canadiennes ayant une obligation d'information du public devront adopter les IFRS pour leurs états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. Pour la Société, la date de conversion aux IFRS sera le premier jour de l'exercice 2012, soit le 25 septembre 2011.

Afin de réaliser la conversion de nos états financiers consolidés aux IFRS, nous avons mis sur pied une structure de projet. Une équipe de travail multidisciplinaire analyse, recommande les choix de conventions comptables et implante chacune des normes IFRS. Un comité directeur, formé de membres de la haute direction, approuve les choix de conventions comptables et s'assure que les ajustements sont faits, entre autres, aux technologies de l'information, aux contrats et au contrôle interne. Les vérificateurs externes sont informés et consultés sur nos choix. Le comité de vérification de la Société veille à ce que la direction s'acquitte de ses responsabilités et réussisse la conversion aux IFRS.

Nous avons élaboré un plan de travail dont les phases, les activités, les échéances et l'état d'avancement sont résumés ci-après :

#### Phase 1 : Analyse préliminaire et diagnostic

Activités	<p>Identification des normes IFRS qui entraîneront des changements dans la comptabilisation des états financiers consolidés et des informations à fournir.</p> <p>Classement des normes en fonction de leur impact attendu sur nos états financiers consolidés et des efforts requis pour leur implantation.</p>
Échéance	Fin de notre exercice 2008.
État d'avancement	Terminé.

#### Phase 2 : Analyse des normes

Activités	<p>Analyse des différences entre les PCGR et les IFRS.</p> <p>Choix des conventions comptables que la Société appliquera de façon continue.</p> <p>Choix par la Société des allègements offerts par l'IFRS 1 « Première application des IFRS » à la date de transition.</p> <p>Identification des impacts collatéraux dans les domaines suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• technologies de l'information;</li> <li>• contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF);</li> <li>• contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI);</li> <li>• contrats;</li> <li>• rémunération;</li> <li>• formation.</li> </ul>
Échéance	Nous avons préparé un échéancier détaillé qui répartit l'analyse de la majorité des normes jusqu'à la fin de notre exercice 2010. Nous les avons priorisées en tenant compte de leur classement au moment du diagnostic, du temps requis pour compléter le travail d'analyse et de mise en place ainsi que des disponibilités des membres de l'équipe de travail.
État d'avancement	<p>L'analyse des normes et interprétations IFRS, qui pourraient avoir un impact pour notre Société, est terminée.</p> <p>Le Comité de vérification, le Comité directeur et le personnel clé de la Société ont reçu une formation continue sur les principales différences entre les PCGR et les IFRS, les choix de conventions comptables effectués et les allègements offerts par l'IFRS 1 à la date de transition.</p> <p>Une analyse de nos contrats et de nos programmes de rémunération a démontré que l'incidence ne devrait pas être significative.</p>

<sup>(1)</sup> Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

<sup>(2)</sup> Consulter la section « Informations prospectives »

**Phase 3 : Mise en application**

Activités	Préparation du bilan d'ouverture à la date de transition. Compilation des données financières comparatives. Élaboration des états financiers consolidés intermédiaires et des informations à fournir. Élaboration des états financiers consolidés annuels et des informations à fournir. Mise en application des modifications relatives aux impacts collatéraux.
Échéances	À la fin de notre exercice 2011, notre bilan d'ouverture, nos données financières comparatives selon les IFRS et les modifications relatives aux impacts collatéraux seront complétés. Au cours de notre exercice 2012, nous présenterons nos états financiers consolidés intermédiaires et annuels ainsi que les informations à fournir selon les IFRS.
État d'avancement	Nous avons complété notre bilan d'ouverture. Nous avons élaboré une version préliminaire de nos états financiers annuels selon les normes IFRS. Au niveau des technologies de l'information, nous avons maintenu, depuis le début de l'exercice 2011, un système intégré parallèle sous les PCGR et les IFRS. Au niveau du CIIF et des CPCI, nous avons mis en place des contrôles supplémentaires pour les informations que nous divulguons relativement à la transition aux IFRS.

■ **Différences de traitement comptable**

Pour certaines normes et interprétations IFRS, nous avons noté des différences de traitement comptable avec nos conventions comptables actuelles. Nous avons effectué des choix relativement à ces normes, s'il y avait lieu, et évalué également l'incidence de ces différences sur nos états financiers consolidés. Nous vous présentons dans le tableau suivant nos principales différences :

<b>Normes</b>	<b>Comparaison entre IFRS et PCGR</b>	<b>Choix et incidence sur nos états financiers</b>
Coûts d'emprunt	IFRS : Nous devons capitaliser les coûts d'emprunt sur les actifs qualifiés, soit les actifs qui nécessitent une longue période de préparation avant de pouvoir être utilisés ou vendus. PCGR : Ces coûts d'emprunt peuvent être capitalisés.	Choix : Aucun. Incidence : Généralement, nous ne capitaliserons pas les coûts d'emprunt sur nos actifs qualifiés, car ils sont jugés non significatifs.
Immobilisations corporelles et incorporelles et immeubles de placement	IFRS : Après leur comptabilisation initiale, nous pouvons évaluer nos immobilisations corporelles et incorporelles et nos immeubles de placement selon le modèle du coût ou selon le modèle de la réévaluation. PCGR : Le modèle de la réévaluation n'est pas permis.	Choix : Nous continuerons d'utiliser le modèle du coût afin d'éviter les variations de la juste valeur des immobilisations corporelles et incorporelles et des immeubles de placement à l'état de la situation financière (PCGR : bilan) et l'impact correspondant au résultat net et au résultat global (PCGR : résultat étendu). Incidence : Aucune.
Immobilisations corporelles	IFRS : Nous devons amortir nos immobilisations corporelles en fonction de leurs composantes. PCGR : Les règles d'identification des composantes sont moins exigeantes.	Choix : Nous avons identifié des composantes importantes dont la durée d'utilité est différente du reste du bâtiment. Nos périodes d'amortissement seront de 20 à 50 ans. Incidence : Situation financière : À la date de transition, les immobilisations corporelles devraient être augmentées d'environ 15 millions \$, les résultats non distribués (PCGR : bénéfices non répartis) d'environ 10 millions \$ et les impôts différés (PCGR : impôts futurs) d'environ 5 millions \$. Résultat net : La charge d'amortissement annuelle des périodes subséquentes devrait, pour les changements précités, être réduite d'environ 1 million \$.

<sup>(1)</sup> Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

<sup>(2)</sup> Consulter la section « Informations prospectives »

Dépréciation d'actifs	<p>IFRS : Les tests de dépréciation de nos actifs sont effectués au niveau d'une unité génératrice de trésorerie (UGT) ou d'un groupe d'UGT. Une UGT est le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs.</p> <p>PCGR : Les tests de dépréciation sont effectués au niveau d'un groupe d'actifs ou d'une unité d'exploitation.</p>	<p>Choix : Nos tests de dépréciation d'actifs seront effectués au niveau de chaque magasin (UGT).</p> <p>Pour les entrepôts, les actifs de support et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée, nos tests de dépréciation seront effectués au niveau de différents groupes d'UGT.</p> <p>Pour le goodwill (PCGR : écart d'acquisition), le test de dépréciation sera effectué au niveau de notre seul secteur opérationnel.</p> <p>Incidence :</p> <p>Situation financière : À la date de transition, des pertes de valeur d'environ 85 millions \$ devraient être enregistrées aux résultats non distribués, les immobilisations corporelles et incorporelles et les immeubles de placement devraient être réduits d'environ 115 millions \$ et les impôts différés d'environ 30 millions \$.</p> <p>Résultat net : La charge d'amortissement annuelle des périodes subséquentes devrait, pour les changements précités, être réduite d'environ 15 millions \$.</p>
Paiement fondé sur des actions	<p>IFRS : Lorsque les options d'achat d'actions attribuées sont acquises graduellement, chaque tranche doit être considérée comme une attribution séparée.</p> <p>PCGR : Les acquisitions graduelles peuvent être considérées comme une attribution unique.</p>	<p>Choix : Aucun.</p> <p>Incidence :</p> <p>Situation financière : À la date de transition, les tranches non amorties devraient être enregistrées aux résultats non distribués pour environ 2 millions \$ et la réserve liée au capital (PCGR : surplus d'apport) devrait être augmentée du même montant.</p> <p>Résultat net : Aucune incidence significative.</p>
Programmes de fidélisation des clients	<p>IFRS : Pour notre programme de fidélisation, nous devons enregistrer des revenus reportés au moment de la vente initiale des biens. Ils seront reconnus à titre de produits (PCGR : chiffre d'affaires) au moment de l'utilisation des points par les consommateurs.</p> <p>PCGR : Aucune norme n'existe, mais la pratique canadienne est de comptabiliser une provision pour l'échange future des points émis et de la renverser aux charges d'exploitation au moment de l'utilisation des points.</p>	<p>Choix : Aucun.</p> <p>Incidence :</p> <p>Résultat net : Les produits annuels des périodes subséquentes devraient être réduits d'environ 30 millions \$ et les charges d'exploitation annuelles réduites du même montant, pour un résultat net inchangé.</p>
Avantages du personnel	<p>IFRS : Pour la comptabilisation des gains et pertes actuariels, nous pouvons choisir la comptabilisation reportée en utilisant la méthode du corridor ou la constatation immédiate de la totalité des gains et pertes actuariels au résultat net ou au résultat global.</p> <p>PCGR : Nous avons un choix de convention comptable similaire, mais sans la méthode de comptabilisation immédiate au résultat étendu.</p>	<p>Choix : Nous comptabiliserons la totalité des gains et pertes actuariels immédiatement au résultat global, sans incidence sur le résultat net.</p> <p>Incidence :</p> <p>Situation financière : Se référer à IFRS 1 pour l'incidence à la date de transition.</p>

<sup>(1)</sup> Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

<sup>(2)</sup> Consulter la section « Informations prospectives »

---

**Avantages du personnel (suite)**

IFRS : Nous devons constater immédiatement au résultat net le coût des services passés pour lesquels les droits sont acquis.

PCGR : Le coût des services passés doit être amorti de façon linéaire sur la durée résiduelle moyenne d'activité des participants actifs jusqu'à la date d'admissibilité intégrale, sans égard à l'acquisition des droits.

Choix : Aucun.

Incidence :

Situation financière : À la date de transition, le coût des services passés d'environ 10 millions \$ devrait être enregistré aux résultats non distribués et aux impôts différés pour environ 7 millions \$ et 3 millions \$ respectivement.

Résultat net : La charge annuelle au titre des régimes à prestations définies devrait, pour les changements précités, être réduite d'environ 2 millions \$.

---

IFRS : Les obligations futures doivent correspondre au moins aux exigences de financement minimal. En situation de surplus, les actifs au titre des prestations définies (PCGR : prestations constituées) sont limités à la capacité de réduire les cotisations futures calculées sur les bases de continuité et de terminaison. Les effets de la limite sont constatés à chaque période et enregistrés selon le choix de comptabilisation des écarts actuariels.

PCGR : Les obligations futures sont calculées sur la base de continuité. En situation de surplus, les actifs au titre des prestations constituées sont limités à la capacité de réduire les cotisations futures calculées sur la base de continuité.

Choix : Nous comptabiliserons les effets de la limite au résultat global.

Incidence :

Situation financière : À la date de transition, les actifs au titre des prestations définies devraient être réduits d'environ 5 millions \$, les résultats non distribués d'environ 3 millions \$ et les impôts différés d'environ 2 millions \$.

---

IFRS : Un régime multi-employeurs (PCGR : régime interentreprises) qui comporte des obligations implicites doit être comptabilisé à titre de régime à prestations définies. Par contre, si des informations suffisantes ne sont pas disponibles, le régime multi-employeurs doit être comptabilisé à titre de régime à cotisations définies (PCGR : cotisations déterminées). Des informations supplémentaires doivent être présentées aux états financiers. De plus, s'il existe un engagement en vertu d'un accord contractuel, il doit être enregistré au résultat net.

PCGR : Un régime interentreprises est généralement comptabilisé à titre de régime à cotisations déterminées parce que l'information n'est normalement pas disponible. Toutefois, si l'information suffisante est disponible, nous devons le comptabiliser à titre de régime à prestations déterminées. La norme sur les avantages sociaux n'aborde pas de façon spécifique le traitement comptable d'un engagement en vertu d'un accord contractuel. Cependant, d'autres règles des PCGR considèrent ce type d'engagement et le traitement comptable est identique à celui des IFRS.

Choix : Aucun.

Incidence : Bien que nos régimes multi-employeurs correspondent à des régimes à prestations définies, nous continuerons de les comptabiliser à titre de régimes à cotisations définies puisque les informations nécessaires pour évaluer nos obligations ne sont pas disponibles. Des informations supplémentaires seront présentées.

---

<sup>(1)</sup> Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

<sup>(2)</sup> Consulter la section « Informations prospectives »

Participations dans des entreprises associées	IFRS : Dans l'application de la méthode de la mise en équivalence (PCGR : valeur de consolidation), l'écart entre la date de clôture de l'entreprise associée et celle de l'investisseur ne doit pas être supérieur à trois mois. PCGR : Aucun délai mentionné.	Choix : Aucun. Incidence : Aucune, car l'écart entre notre date de clôture et celle de l'entreprise associée dans laquelle nous avons une participation est toujours inférieure à trois mois.
Impôts sur le résultat	IFRS : Les différences entre les valeurs comptables et fiscales des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée doivent être comptabilisées à titre d'actif ou de passif d'impôts différés sur la base des taux d'impôt qui doivent s'appliquer au moment où l'actif sera réalisé. Étant donné que ces immobilisations incorporelles ne sont pas amorties, il est considéré qu'elles seront réalisées au moment de leur disposition et que le taux d'impôt des gains en capital doit être pris en compte. PCGR : Cette position de considérer la réalisation de l'actif par une disposition n'est pas précisée. La pratique est de considérer le taux d'impôt du revenu d'entreprise pour la comptabilisation des impôts futurs.	Choix : Aucun. Incidence : Situation financière : À la date de transition, le passif d'impôts différés devrait être diminué d'environ 15 millions \$ et les résultats non distribués augmentés du même montant.

■ **Première application des IFRS**

La norme IFRS 1 offre des exemptions à l'application rétrospective. Nous avons effectué des choix relativement à ces exemptions et évalué leur incidence sur nos états financiers consolidés que nous vous présentons dans le tableau suivant :

<b>Normes</b>	<b>Exemptions facultatives</b>	<b>Choix et incidence sur nos états financiers</b>
Coûts d'emprunt	L'exemption nous permet de ne pas capitaliser les coûts d'emprunt sur nos actifs qualifiés avant la date de transition aux IFRS.	Choix : Nous avons choisi de ne pas nous prévaloir de cette exemption. Incidence : Aucune.
Coût présumé	À la date de transition aux IFRS, nous pouvons évaluer chaque immobilisation corporelle et incorporelle ainsi que chaque immeuble de placement à son coût présumé, lequel représente la juste valeur.	Choix : Nous avons choisi de ne pas nous prévaloir de cette exemption. Incidence : Aucune.
Paiement fondé sur des actions	L'exemption nous permet de ne pas appliquer la norme aux instruments de capitaux propres dont les droits sont acquis avant la date de transition aux IFRS.	Choix : Nous avons choisi de ne pas nous prévaloir de cette exemption. Incidence : Aucune.

<sup>(1)</sup> Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

<sup>(2)</sup> Consulter la section « Informations prospectives »

Avantages du personnel	L'exemption nous permet de comptabiliser aux résultats non distribués tous les gains ou pertes actuariels à la date de transition aux IFRS, sans égard au choix de la méthode pour la comptabilisation ultérieure.	Choix : Nous avons choisi de nous prévaloir de cette exemption. Incidence : Situation financière : À la date de transition, des pertes actuarielles d'environ 85 millions \$ devraient être renversées aux résultats non distribués et aux impôts différés pour environ 65 millions \$ et 20 millions \$ respectivement. Résultat net : La charge annuelle au titre des régimes à prestations définies devrait, pour les changements précités, être réduite d'environ 3 millions \$.
Regroupements d'entreprises	L'exemption nous permet de ne pas appliquer la norme aux regroupements d'entreprises qui se sont produits avant la date de transition aux IFRS.	Choix : Nous avons choisi de nous prévaloir de cette exemption pour les regroupements d'entreprises conclus avant le 26 septembre 2010. Les répartitions du prix d'achat de nos entreprises acquises avant le 26 septembre 2010 ne seront pas retraitées. Incidence : Aucune.

■ **Sommaire des principales incidences probables aux états financiers**

(en millions de dollars)	Situation financière à la date de transition						Résultat net des exercices subséquents			
	Actifs				Passifs		Produits	Charges d'exploitation	Amortissement	Résultat avant impôts
	Immobilisations corporelles	Immeubles de placement	Immobilisations incorporelles	Prestations définies	Impôts différés	Capitaux propres				
Différences										
Immobilisations corporelles	15				5	10			(1)	1
Dépréciation d'actifs	(95)	(5)	(15)		(30)	(85)			(15)	15
Programmes de fidélisation des clients							(30)	(30)		—
Avantages du personnel				(100)	(25)	(75)		(5)		5
Impôts sur le résultat					(15)	15				—
	(80)	(5)	(15)	(100)	(65)	(135)	(30)	(35)	(16)	21

■ **Différences de présentation**

Pour certaines normes et interprétations IFRS, nous avons noté des différences de présentation avec nos états financiers selon les PCGR et effectué des choix relativement à ces normes, s'il y avait lieu, que nous vous présentons dans le tableau suivant :

Normes	Comparaison entre IFRS et PCGR Choix
État de la situation financière	IFRS : Un état de la situation financière au début de la période de comparaison doit être présenté dans les situations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• méthode comptable appliquée de façon rétrospective;</li> <li>• retraitement rétrospectif ou reclassement d'éléments dans les états financiers.</li> </ul> PCGR : Cette troisième colonne au bilan n'est pas requise. Choix : Aucun.

(1) Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

(2) Consulter la section « Informations prospectives »

État de la situation financière (suite)	<p>IFRS : Les actifs et passifs d'impôts différés doivent être classés dans les éléments non courants (PCGR : long terme).</p> <p>PCGR : Les portions court terme et long terme des actifs et passifs d'impôts futurs doivent être présentées séparément.</p> <p>Choix : Aucun.</p>
	<p>IFRS : Les provisions courantes et non courantes, les immeubles de placement et les participations dans des entreprises associées doivent être présentées séparément.</p> <p>PCGR : Cette présentation n'est pas requise.</p> <p>Choix : Aucun.</p>
État du résultat global	<p>IFRS : Les postes de produits et de charges peuvent être présentés de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un état unique du résultat global; ou</li> <li>• deux états : compte de résultat séparé (PCGR : état des résultats) suivi d'un deuxième état commençant par le résultat net et détaillant les composantes des autres éléments du résultat global (PCGR : état du résultat étendu).</li> </ul> <p>PCGR : Les éléments du résultat étendu peuvent être présentés de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• immédiatement sous le total du résultat net; ou</li> <li>• dans un état distinct commençant par le résultat net.</li> </ul> <p>Choix : Nous continuerons de présenter deux états distincts.</p>
	<p>IFRS : Les charges doivent être classées par nature ou par fonction.</p> <p>PCGR : Ce classement des charges n'est pas requis.</p> <p>Choix : Nous conserverons l'état des résultats actuel et nous divulguerons, par voie de note aux états financiers, les charges par nature.</p>
Comptes de résultat	<p>IFRS : Le coût des points d'un programme de fidélisation dont nous agissons à titre de mandataire doit être présenté en réduction des produits.</p> <p>PCGR : Il est présenté dans le coût des marchandises vendues et charges d'exploitation.</p> <p>Choix : Aucun.</p>
État des variations des capitaux propres	<p>IFRS : Un état des variations des capitaux propres doit présenter le rapprochement des valeurs comptables à l'ouverture et à la clôture de la période pour chacune des composantes des capitaux propres.</p> <p>PCGR : Seul un état des bénéfices non répartis doit être présenté.</p> <p>Choix : Aucun.</p>
Tableau des flux de trésorerie	<p>IFRS : Les intérêts et les dividendes peuvent être classés de la façon suivante dans le tableau des flux de trésorerie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• intérêts payés et dividendes versés : activités opérationnelles ou financement;</li> <li>• intérêts et dividendes reçus : activités opérationnelles ou investissement.</li> </ul> <p>PCGR : Ils peuvent être classés de la façon suivante dans l'état des flux de trésorerie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• intérêts payés et reçus : activités d'exploitation;</li> <li>• dividendes versés : activités de financement;</li> <li>• dividendes reçus et inclus dans le résultat net : activités d'exploitation.</li> </ul> <p>Choix : Nous conserverons le classement actuel des intérêts et des dividendes dans le tableau des flux de trésorerie.</p>

<sup>(1)</sup> Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

<sup>(2)</sup> Consulter la section « Informations prospectives »

Tableau des flux de trésorerie (suite)	<p>IFRS : Les rapports intermédiaires doivent présenter un tableau des flux de trésorerie cumulé depuis le début de l'exercice ainsi que la période comparable de l'exercice précédent.</p> <p>PCGR : En plus de l'état des flux de trésorerie cumulé depuis le début de l'exercice et de la période comparable, les rapports intermédiaires doivent présenter un état des flux de trésorerie de la période intermédiaire ainsi que celui de la période comparable.</p> <p>Choix : Aucun.</p>
Notes aux états financiers	<p>IFRS : En général, des rapprochements entre les valeurs comptables à l'ouverture et à la clôture d'une période comptable doivent être présentés par voie de notes aux états financiers.</p> <p>PCGR : Les rapprochements sont limités à certains éléments du bilan.</p> <p>Choix : Aucun.</p> <hr/> <p>IFRS : Le montant total de la rémunération des principaux dirigeants, divisé par grandes catégories, doit être divulgué par voie de notes aux états financiers.</p> <p>PCGR : Cette information n'est pas requise dans les états financiers.</p> <p>Par contre, des informations similaires sont exigées dans la circulaire de sollicitation de procurations selon le Règlement 51-102 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières.</p> <p>Choix : Aucun.</p>

Des modifications apportées aux normes IFRS par l'International Accounting Standards Board, de nouvelles informations ou d'autres facteurs externes dont nous pourrions prendre connaissance d'ici la conversion aux IFRS pourraient changer nos choix et les montants divulgués à titre d'incidence sur nos états financiers consolidés.

## INFORMATIONS PROSPECTIVES

Nous avons utilisé, dans le présent rapport intermédiaire, diverses expressions qui pourraient, au sens de la réglementation des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, constituer des informations prospectives. De façon générale, toute déclaration contenue dans le présent rapport qui ne constitue pas un fait historique peut être considérée comme une déclaration prospective. Les expressions « poursuivre », « anticipons » et autres expressions similaires indiquent en général des déclarations prospectives. Les déclarations prospectives pouvant être contenues dans le présent rapport font référence à des hypothèses sur l'industrie alimentaire au Canada, l'économie en général, notre budget annuel ainsi que notre plan d'action 2011.

Ces déclarations prospectives ne donnent pas de garantie quant à la performance future de la Société et elles supposent des risques connus et inconnus ainsi que des incertitudes pouvant faire en sorte qu'elles ne se réalisent pas. Un ralentissement ou une récession économique et l'arrivée d'un nouveau concurrent sont des exemples de ceux décrits à la rubrique « Gestion des risques » du rapport annuel 2010 qui pourraient influencer sur la réalisation de ces déclarations. Nous croyons que nos déclarations sont raisonnables et pertinentes à la date de publication du présent rapport intermédiaire et qu'elles représentent nos attentes. La Société n'a pas l'intention de mettre à jour les déclarations prospectives qui pourraient être contenues dans le présent rapport, sauf si cela est requis par la loi.

## MESURES NON CONFORMES AUX PCGR

En plus de fournir des mesures du bénéfice selon les PCGR, nous avons inclus certaines mesures du bénéfice non conformes aux PCGR. Ces mesures sont présentées à titre d'information relative, elles n'ont pas de sens normalisé par les PCGR et elles ne peuvent pas être comparées à des mesures du même type présentées par d'autres sociétés publiques.

## BÉNÉFICE AVANT FRAIS FINANCIERS, IMPÔTS ET AMORTISSEMENT (BAIIA)

Le BAIIA est une mesure du bénéfice excluant les frais financiers, les impôts et l'amortissement. Nous sommes d'avis que le BAIIA est une mesure couramment utilisée par les lecteurs d'états financiers afin d'évaluer la capacité d'une entreprise de générer des liquidités provenant de ses activités et d'acquitter ses charges financières.

<sup>(1)</sup> Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

<sup>(2)</sup> Consulter la section « Informations prospectives »

**BAIIA AJUSTÉ, BÉNÉFICE NET AJUSTÉ ET BÉNÉFICE NET DILUÉ PAR ACTION AJUSTÉ**

Le BAIIA ajusté, le bénéfice net ajusté et le bénéfice net dilué par action ajusté sont des mesures du bénéfice excluant les éléments non récurrents. Nous sommes d'avis que les lecteurs d'états financiers seront mieux informés des résultats de la période courante et correspondante en présentant les résultats sans les éléments non récurrents. Ainsi, les lecteurs d'états financiers seront en mesure de mieux évaluer la performance de la Société et de juger de ses perspectives d'avenir.

**PERSPECTIVES**

Nous sommes satisfaits de la croissance de notre bénéfice net au deuxième trimestre, alors que notre chiffre d'affaires a continué d'être affecté par la déflation des prix des aliments et la baisse des prix des médicaments. Malgré l'environnement concurrentiel qui demeure difficile, nous sommes confiants de poursuivre<sup>(2)</sup> notre croissance grâce à nos programmes de mise en marché, de fidélisation et de contrôle de nos coûts.

Montréal, le 20 avril 2011

<sup>(1)</sup> Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

<sup>(2)</sup> Consulter la section « Informations prospectives »

**États consolidés des résultats**

**Périodes terminées les 12 mars 2011 et 13 mars 2010**

(non vérifiés) (en millions de dollars, sauf le bénéfice net par action)

	12 semaines Exercices financiers		24 semaines Exercices financiers	
	2011	2010	2011	2010
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>2 565,7 \$</b>	2 576,7 \$	<b>5 197,6 \$</b>	5 221,7 \$
Coût des marchandises vendues et charges d'exploitation (note 8)	<b>(2 402,1)</b>	(2 411,6)	<b>(4 865,2)</b>	(4 884,4)
Quote-part dans les résultats d'une société satellite publique	<b>8,1</b>	6,5	<b>20,3</b>	17,3
Charges de conversion de bannières (note 3)	<b>—</b>	—	<b>—</b>	(0,9)
<b>Bénéfice avant frais financiers, impôts et amortissement</b>	<b>171,7</b>	171,6	<b>352,7</b>	353,7
Amortissement	<b>(45,5)</b>	(47,0)	<b>(89,9)</b>	(93,7)
<b>Bénéfice d'exploitation</b>	<b>126,2</b>	124,6	<b>262,8</b>	260,0
Frais financiers, nets (note 5)	<b>(9,8)</b>	(10,3)	<b>(19,9)</b>	(21,3)
<b>Bénéfice avant impôts sur les bénéfices</b>	<b>116,4</b>	114,3	<b>242,9</b>	238,7
Impôts sur les bénéfices (note 6)	<b>(33,1)</b>	(34,0)	<b>(67,6)</b>	(60,3)
<b>Bénéfice net</b>	<b>83,3 \$</b>	80,3 \$	<b>175,3 \$</b>	178,4 \$
<b>Bénéfice net par action</b> (en dollars) (note 7)				
De base	<b>0,81</b>	0,75	<b>1,69</b>	1,66
Dilué	<b>0,80</b>	0,74	<b>1,68</b>	1,65

Voir les notes afférentes

**Bilans consolidés**

(non vérifiés) (en millions de dollars)

	Au 12 mars 2011	Au 25 septembre 2010
<b>ACTIFS</b>		
<b>Actifs à court terme</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	189,6 \$	214,7 \$
Débiteurs	296,1	311,3
Stocks (note 8)	697,4	699,3
Charges payées d'avance	22,0	9,7
Impôts sur les bénéfices à recevoir	3,9	1,7
Impôts futurs	10,8	12,3
	<b>1 219,8</b>	<b>1 249,0</b>
Placements et autres actifs	254,8	235,3
Immobilisations corporelles	1 320,3	1 319,1
Actifs incorporels	308,0	315,7
Écarts d'acquisition	1 610,8	1 603,7
Impôts futurs	27,7	26,0
Actifs au titre des prestations constituées	75,2	72,8
	<b>4 816,6 \$</b>	<b>4 821,6 \$</b>
<b>PASSIFS ET AVOIR DES ACTIONNAIRES</b>		
<b>Passifs à court terme</b>		
Emprunts bancaires	0,8 \$	1,0 \$
Créditeurs	1 014,0	1 073,3
Impôts sur les bénéfices à payer	43,1	50,8
Impôts futurs	14,5	12,8
Tranche de la dette à long terme échéant à court terme	3,7	4,7
	<b>1 076,1</b>	<b>1 142,6</b>
Dette à long terme	1 011,7	1 004,3
Passifs au titre des prestations constituées	46,1	48,5
Impôts futurs	165,0	162,2
Autres éléments de passif à long terme	20,6	21,2
	<b>2 319,5</b>	<b>2 378,8</b>
<b>Avoir des actionnaires</b>		
Capital-actions (note 9)	692,9	702,1
Surplus d'apport (note 10)	7,0	6,1
Bénéfices non répartis	1 797,2	1 734,9
Cumul des autres éléments du résultat étendu (note 11)	—	(0,3)
	<b>2 497,1</b>	<b>2 442,8</b>
	<b>4 816,6 \$</b>	<b>4 821,6 \$</b>

Voir les notes afférentes

**États consolidés des bénéfices non répartis**  
**Périodes de 24 semaines terminées les 12 mars 2011 et 13 mars 2010**  
*(non vérifiés) (en millions de dollars)*

	Exercices financiers	
	2011	2010
Solde au début de la période	1 734,9 \$	1 545,7 \$
Bénéfice net	175,3	178,4
Dividendes	(37,7)	(33,1)
Prime sur rachat d'actions <i>(note 9)</i>	(75,3)	(45,9)
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>1 797,2 \$</b>	<b>1 645,1 \$</b>

*Voir les notes afférentes*

**États consolidés du résultat étendu**  
**Périodes terminées les 12 mars 2011 et 13 mars 2010**  
*(non vérifiés) (en millions de dollars)*

	12 semaines Exercices financiers		24 semaines Exercices financiers	
	2011	2010	2011	2010
Bénéfice net	83,3 \$	80,3 \$	175,3 \$	178,4 \$
Autres éléments du résultat étendu <i>(note 11)</i>				
Variation de la juste valeur du dérivé désigné comme couverture de flux de trésorerie	—	0,5	0,4	1,5
Impôts correspondants	—	(0,2)	(0,1)	(0,5)
<b>Résultat étendu</b>	<b>83,3 \$</b>	<b>80,6 \$</b>	<b>175,6 \$</b>	<b>179,4 \$</b>

*Voir les notes afférentes*

**États consolidés des flux de trésorerie**  
**Périodes terminées les 12 mars 2011 et 13 mars 2010**  
*(non vérifiés) (en millions de dollars)*

	12 semaines		24 semaines	
	Exercices financiers		Exercices financiers	
	2011	2010	2011	2010
<b>Activités d'exploitation</b>				
Bénéfice net	<b>83,3 \$</b>	80,3 \$	<b>175,3 \$</b>	178,4 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie				
Quote-part dans les résultats d'une société satellite publique	<b>(8,1)</b>	(6,5)	<b>(20,3)</b>	(17,3)
Amortissement	<b>45,5</b>	47,0	<b>89,9</b>	93,7
Amortissement des frais de financement reportés	<b>—</b>	0,4	<b>0,1</b>	0,9
Perte sur cession et radiation d'immobilisations corporelles	<b>1,2</b>	0,1	<b>1,2</b>	0,2
Impôts futurs	<b>1,4</b>	4,4	<b>5,9</b>	1,0
Charge relative à la rémunération à base d'actions	<b>1,5</b>	1,3	<b>2,8</b>	2,5
Écart entre les montants déboursés au titre des avantages sociaux futurs et les charges de la période	<b>(2,2)</b>	(1,3)	<b>(4,8)</b>	(1,0)
	<b>122,6</b>	125,7	<b>250,1</b>	258,4
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation	<b>41,3</b>	42,9	<b>(61,5)</b>	(80,3)
	<b>163,9</b>	168,6	<b>188,6</b>	178,1
<b>Activités d'investissement</b>				
Acquisition d'entreprises (note 2)	<b>(19,5)</b>	(15,5)	<b>(20,5)</b>	(152,2)
Variation nette de placements et autres actifs	<b>(0,6)</b>	(1,6)	<b>(1,3)</b>	(4,4)
Dividendes d'une société satellite publique	<b>1,1</b>	0,9	<b>2,1</b>	1,6
Acquisition d'immobilisations corporelles	<b>(20,2)</b>	(22,3)	<b>(59,4)</b>	(88,3)
Produit sur cession d'immobilisations corporelles	<b>0,1</b>	1,9	<b>0,3</b>	4,3
Acquisition d'actifs incorporels	<b>(4,3)</b>	(9,4)	<b>(7,8)</b>	(15,2)
	<b>(43,4)</b>	(46,0)	<b>(86,6)</b>	(254,2)
<b>Activités de financement</b>				
Variation nette des emprunts bancaires	<b>(2,6)</b>	(7,3)	<b>(0,2)</b>	(0,1)
Émission d'actions (note 9)	<b>2,5</b>	2,0	<b>2,9</b>	4,2
Rachat d'actions (note 9)	<b>(27,9)</b>	(22,9)	<b>(88,9)</b>	(55,9)
Règlement en espèces d'unités d'actions au rendement	<b>(0,4)</b>	(0,5)	<b>(0,4)</b>	(0,5)
Augmentation de la dette à long terme	<b>0,9</b>	0,3	<b>2,8</b>	2,1
Remboursement de la dette à long terme	<b>(1,8)</b>	(1,7)	<b>(5,0)</b>	(5,6)
Variation nette des autres éléments de passif à long terme	<b>(0,5)</b>	(2,3)	<b>(0,6)</b>	(4,5)
Dividendes versés	<b>(19,9)</b>	(18,3)	<b>(37,7)</b>	(33,1)
	<b>(49,7)</b>	(50,7)	<b>(127,1)</b>	(93,4)
<b>Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>70,8</b>	71,9	<b>(25,1)</b>	(169,5)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	<b>118,8</b>	—	<b>214,7</b>	241,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	<b>189,6 \$</b>	71,9 \$	<b>189,6 \$</b>	71,9 \$
<b>Information supplémentaire</b>				
Intérêt payé	<b>2,4</b>	1,9	<b>22,5</b>	21,9
Impôts sur les bénéfices payés	<b>32,3</b>	28,6	<b>75,0</b>	51,3

Voir les notes afférentes

**Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires****Périodes terminées les 12 mars 2011 et 13 mars 2010***(non vérifiés) (en millions de dollars, sauf indication contraire)***1- MODE DE PRÉSENTATION**

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR). Ces états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés en suivant les mêmes conventions et méthodes comptables que celles employées dans la préparation des états financiers consolidés annuels vérifiés de l'exercice terminé le 25 septembre 2010. Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels vérifiés et les notes afférentes inclus dans le rapport annuel 2010 de la Société. Les résultats d'exploitation pour les périodes intermédiaires présentées ne reflètent pas nécessairement les résultats qui seront réalisés pour l'exercice entier. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

**2- ACQUISITION D'ENTREPRISES**

Au cours de la période de 24 semaines terminée le 12 mars 2011, la Société a acquis sept magasins affiliés pour lesquels elle assurait déjà l'approvisionnement. Le prix d'achat total a été de 20,5 \$ au comptant.

L'acquisition de ces magasins a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. Les résultats des magasins ont été consolidés à compter de leur date d'acquisition respective. La répartition provisoire du prix d'achat total se résumait comme suit :

Contrepartie versée en espèces	20,5 \$
Actifs acquis	
Stocks	4,2
Immobilisations corporelles	9,2
<hr/> Total des actifs acquis	<hr/> 13,4
<hr/> Excédent de la contrepartie versée sur les actifs acquis	<hr/> 7,1 \$

La direction effectue actuellement des analyses plus précises et des changements pourraient être apportés à la répartition de l'excédent de la contrepartie versée sur les actifs acquis au fur et à mesure que ces informations seront disponibles. Entre autres, l'évaluation de la juste valeur des immobilisations corporelles n'étant pas encore achevée lors de la répartition provisoire, les immobilisations corporelles ont été présentées au coût. Par conséquent, les montants attribués à chacun des actifs identifiables acquis ainsi que les résultats d'exploitation connexes pourraient varier par rapport aux montants enregistrés initialement.

L'écart d'acquisition sera traité au point de vue fiscal comme un bien en immobilisation admissible avec les déductions fiscales y afférentes.

Au cours du premier trimestre de 2010, la Société a acquis 18 magasins affiliés pour lesquels elle assurait déjà l'approvisionnement. Le prix d'achat total a été de 152,2 \$ au comptant.

**3- CHARGES DE CONVERSION DE BANNIÈRES**

La Société a complété, au premier trimestre de 2010, la conversion des cinq bannières de ses 159 supermarchés en Ontario à la bannière Metro, amorcée à l'été 2008. Les charges de conversion de bannières de 2010 se sont élevées à 0,9 \$.

**Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires**

**Périodes terminées les 12 mars 2011 et 13 mars 2010**

(non vérifiés) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

**4- AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**

La Société offre plusieurs régimes à prestations déterminées et à cotisations déterminées qui garantissent à la plupart de ses participants le paiement de prestations de retraite, d'avantages complémentaires de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi. La charge de la Société au titre de ses régimes à cotisations et à prestations déterminées se présentait comme suit :

	12 semaines Exercices financiers				24 semaines Exercices financiers			
	2011		2010		2011		2010	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
<b>Régimes à cotisations déterminées</b>	<b>4,9 \$</b>	<b>0,2 \$</b>	<b>5,4 \$</b>	<b>0,2 \$</b>	<b>12,1 \$</b>	<b>0,3 \$</b>	<b>12,5 \$</b>	<b>0,3 \$</b>
<b>Régimes à prestations déterminées</b>								
Coût des services rendus au cours de la période	6,2	0,6	5,5	0,4	11,9	1,1	10,9	0,7
Intérêts débiteurs	8,1	0,4	8,1	0,5	16,5	0,8	16,2	0,9
Rendement prévu des actifs des régimes	(10,4)	—	(9,7)	—	(20,5)	—	(19,3)	—
Amortissement des pertes actuarielles	0,6	—	0,2	—	1,1	—	0,5	—
Modifications des régimes	0,2	(0,1)	0,1	(0,1)	0,4	(0,2)	0,2	(0,1)
	<b>4,7</b>	<b>0,9</b>	<b>4,2</b>	<b>0,8</b>	<b>9,4</b>	<b>1,7</b>	<b>8,5</b>	<b>1,5</b>
	<b>9,6 \$</b>	<b>1,1 \$</b>	<b>9,6 \$</b>	<b>1,0 \$</b>	<b>21,5 \$</b>	<b>2,0 \$</b>	<b>21,0 \$</b>	<b>1,8 \$</b>

**5- FRAIS FINANCIERS, NETS**

	12 semaines Exercices financiers		24 semaines Exercices financiers	
	2011	2010	2011	2010
Intérêts à court terme	0,2 \$	0,4 \$	0,5 \$	0,9 \$
Intérêts à long terme	10,2	9,9	20,4	20,2
Amortissement des frais de financement reportés	—	0,4	0,1	0,9
Revenus d'intérêts	(0,6)	(0,4)	(1,1)	(0,7)
	<b>9,8 \$</b>	<b>10,3 \$</b>	<b>19,9 \$</b>	<b>21,3 \$</b>

**Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires**

**Périodes terminées les 12 mars 2011 et 13 mars 2010**

(non vérifiés) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

**6- IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES**

Les taux réels d'impôts sur les bénéfices s'établissaient comme suit :

(en pourcentage)	12 semaines Exercices financiers		24 semaines Exercices financiers	
	2011	2010	2011	2010
Taux combiné prévu par la loi	<b>28,7</b>	30,5	<b>28,7</b>	30,5
Variations				
Effet des baisses futures d'un total de 4,0 % du taux de l'Ontario sur les impôts futurs (10,0 \$ en 2010)	—	—	—	(4,2)
Quote-part dans les résultats d'une société satellite publique	<b>(1,1)</b>	(1,0)	<b>(1,3)</b>	(1,2)
Autres	<b>0,8</b>	0,2	<b>0,4</b>	0,2
	<b>28,4</b>	29,7	<b>27,8</b>	25,3

**7- BÉNÉFICE NET PAR ACTION**

Le bénéfice net par action de base et le bénéfice net dilué par action ont été calculés selon le nombre d'actions suivant :

(en millions)	12 semaines Exercices financiers		24 semaines Exercices financiers	
	2011	2010	2011	2010
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – De base	<b>103,4</b>	107,6	<b>103,9</b>	107,7
Effet de dilution en vertu des régimes d'options d'achat d'actions et des unités d'actions au rendement	<b>0,4</b>	0,5	<b>0,5</b>	0,5
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – Dilué	<b>103,8</b>	108,1	<b>104,4</b>	108,2

**8- STOCKS**

Les stocks se détaillaient comme suit :

	Au 12 mars 2011	Au 25 septembre 2010
Stocks en entrepôt	<b>293,6 \$</b>	296,3 \$
Stocks de magasins	<b>403,8</b>	403,0
	<b>697,4 \$</b>	699,3 \$

Le coût des stocks comptabilisé en charges était de 2 089,2 \$ pour la période de 12 semaines terminée le 12 mars 2011 (2 105,7 \$ en 2010) et de 4 238,4 \$ pour les 24 premières semaines de l'exercice 2011 (4 265,8 \$ en 2010).

**Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires**

**Périodes terminées les 12 mars 2011 et 13 mars 2010**

(non vérifiés) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

**9- CAPITAL-ACTIONS**

**EN CIRCULATION**

	Actions subalternes catégorie A		Actions catégorie B		Total
	Nombre (en milliers)		Nombre (en milliers)		
Solde au 25 septembre 2010	<b>104 438</b>	<b>700,8 \$</b>	<b>631</b>	<b>1,3 \$</b>	<b>702,1 \$</b>
Emission d'actions contre espèces	<b>1</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>
Rachat d'actions en espèces excluant une prime de 75,3 \$	<b>(2 033)</b>	<b>(13,6)</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>(13,6)</b>
Actions autodétenues remises en circulation	<b>86</b>	<b>0,6</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>0,6</b>
Exercice d'options d'achat d'actions	<b>116</b>	<b>3,8</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>3,8</b>
Conversion d'actions catégorie B en actions subalternes catégorie A	<b>10</b>	<b>—</b>	<b>(10)</b>	<b>—</b>	<b>—</b>
<b>Solde au 12 mars 2011</b>	<b>102 618</b>	<b>691,6 \$</b>	<b>621</b>	<b>1,3 \$</b>	<b>692,9 \$</b>

**RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS**

Les options en circulation et les changements survenus au cours de la période de 24 semaines terminée le 12 mars 2011 se résumaient comme suit :

	Nombre (en milliers)	Prix d'exercice moyen pondéré (en dollars)
Solde au 25 septembre 2010	<b>1 777</b>	<b>32,29</b>
Exercées	<b>(116)</b>	<b>25,48</b>
Annulées	<b>(12)</b>	<b>30,67</b>
<b>Solde au 12 mars 2011</b>	<b>1 649</b>	<b>32,78</b>

Les options en circulation au 12 mars 2011 avaient des prix d'exercice variant de 20,20 \$ à 44,19 \$ et des échéances allant jusqu'en 2017. De ces options, 371 590 pouvaient être exercées à un prix d'exercice moyen pondéré de 28,83 \$.

La charge de rémunération de toutes ces options s'est élevée à 0,6 \$ pour la période de 12 semaines terminée le 12 mars 2011 (0,6 \$ en 2010) et à 1,1 \$ pour les 24 premières semaines de l'exercice 2011 (1,1 \$ en 2010).

**RÉGIME D'UNITÉS D'ACTIONS AU RENDEMENT**

Les unités d'actions au rendement (UAR) en circulation et les changements survenus au cours de la période de 24 semaines terminée le 12 mars 2011 se résumaient comme suit :

	Nombre (en unités)
Solde au 25 septembre 2010	<b>308 904</b>
Octroyées	<b>110 756</b>
Réglées	<b>(96 620)</b>
Annulées	<b>(634)</b>
<b>Solde au 12 mars 2011</b>	<b>322 406</b>

**Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires****Périodes terminées les 12 mars 2011 et 13 mars 2010***(non vérifiés) (en millions de dollars, sauf indication contraire)***9- CAPITAL-ACTIONS (suite)**

La juste valeur moyenne pondérée des UAR octroyées au cours de la période de 24 semaines terminée le 12 mars 2011, soit la valeur boursière d'une action subalterne catégorie A de la Société à la date d'attribution, s'est établie à 42,88 \$ par UAR (39,90 \$ en 2010). La charge de rémunération de toutes ces UAR s'est élevée à 0,9 \$ pour la période de 12 semaines terminée le 12 mars 2011 (0,7 \$ en 2010) et à 1,7 \$ pour les 24 premières semaines de l'exercice 2011 (1,4 \$ en 2010).

Des actions subalternes catégorie A de la Société sont détenues en fiducie à l'intention des participants jusqu'à ce que les droits rattachés aux UAR soient acquis ou qu'elles soient annulées. Cette fiducie, considérée comme une entité à détenteurs de droits variables (EDDV), est consolidée aux états financiers de la Société et le coût des actions acquises est présenté en diminution du capital-actions à titre d'actions autodétenues.

Au 12 mars 2011, 117 473 actions étaient détenues par un fiduciaire à l'intention des participants jusqu'à ce que les droits rattachés aux UAR soient acquis ou qu'elles soient annulées (203 548 actions au 25 septembre 2010).

**10- SURPLUS D'APPORT**

Solde au 25 septembre 2010	<b>6,1 \$</b>
Charge relative à la rémunération à base d'actions	<b>2,8</b>
Exercice d'options d'achat d'actions	<b>(0,9)</b>
Actions autodétenues remises en circulation	<b>(0,6)</b>
Règlement en espèces d'UAR	<b>(0,4)</b>
<b>Solde au 12 mars 2011</b>	<b>7,0 \$</b>

**11- CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU**

Le dérivé désigné comme couverture de flux de trésorerie constituait la seule composante du cumul des autres éléments du résultat étendu. Les variations survenues au cours des périodes de 24 semaines terminées le 12 mars 2011 et le 13 mars 2010 se détaillaient comme suit :

	Exercices financiers	
	2011	2010
Solde au début de la période	<b>(0,3) \$</b>	(2,0) \$
Variation de la juste valeur du dérivé désigné, nette des impôts de 0,1 \$ (0,5 \$ en 2010)	<b>0,3</b>	1,0
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>— \$</b>	<b>(1,0) \$</b>

**INFORMATIONS**

Service des relations avec les investisseurs de METRO INC.

Téléphone: (514) 643-1055

Courriel : [finance@metro.ca](mailto:finance@metro.ca)

Les renseignements sur la Société et les communiqués de presse de METRO INC. sont disponibles sur Internet à l'adresse suivante : [www.metro.ca](http://www.metro.ca)

***metro***